WWF

DOSSIER DE PRESSE

FR

SEPTEMBRE 2010

4ème EDITION UNIVERSITÉ DE RENTRÉE 2010

ÉCONOMIE ET BIODIVERSITÉ

16 et 17 septembre 2010

84 rue de Grenelle 75007 Paris

LE MOT
DU WWF…

La biodiversité est l'héritage commun de toute l'humanité. La biodiversité, c'est la diversité génétique, la diversité des espèces et la diversité des écosystèmes. La biodiversité est également à l'origine de biens et de services indispensables au bien-être des sociétés humaines : fertilité des sols, purification de l'eau et de l'air, stockage du dioxyde de carbone…
Or, en 2005, 60% des services offerts par la biodiversité ont été dégradés. Sur les deux cents dernières années, le rythme de disparition des espèces est estimé de 10 à 100 fois supérieur au rythme naturel d'extinction. Ce que certains appellent déjà la sixième crise d'extinction de la biodiversité ne résulte pas, contrairement aux précédentes, de bouleversements géologiques. Elle est liée à l'activité d'une seule espèce, qui se met elle-même en danger : homo sapiens.

Cette année 2010, déclarée « année internationale de la biodiversité », coïncide avec le constat d'échec du ralentissement de l'érosion de la biodiversité, mais elle permet aussi de raviver l'intérêt pour ce défi capital et de sensibiliser un plus grand public.

La richesse du vivant est directement ou indirectement à la base de toute création de richesse économique. Tout comme les évaluations économiques du rapport Stern avaient permis de prendre conscience de l'impact économique du changement climatique, les évaluations économiques de la perte de la biodiversité devraient provoquer un électrochoc. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) estime entre 21 000 et 72 000 milliards de dollars la valeur annuelle des services offerts à l'Homme par les écosystèmes dans le monde. Le revenu national brut mondial s'élevait, quant à lui, en 2008, à 58 000 milliards de dollars. La dégradation de la richesse de la biodiversité a et aura des répercussions économiques.

La sphère économique et, avec elle, les entreprises dépendent de la sphère écologique et pèsent considérablement sur les équilibres naturels. Pourtant, l'érosion de la biodiversité n'est pas une fatalité. L'économie peut réapprendre à vivre en symbiose soutenable avec celle qui l'abrite et dont elle fait partie. Les outils pour vivre en « harmonie » avec le vivant se développent. La compréhension et la sensibilisation gagnent les consciences. La réglementation évolue, les entreprises apprennent à prendre en compte le capital naturel et à le préserver, de nouvelles manières de produire émergent… Une nouvelle ère doit s'ouvrir.

NOS PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

CA Cheuvreux est le broker du groupe Crédit Agricole sur les actions européennes. Fort d'une structure multi-locale unique composée de 110 analystes et d'une couverture inégalée de 710 valeurs, CA Cheuvreux est systématiquement positionné dans le Top 5 pour l'analyse financière en Europe et s'est récemment classé n°1 en Europe pour la qualité de sa recherche Investissement Socialement Responsable (ISR) selon la dernière étude Thomson Extel. Le groupe s'est engagé dès 2005 à fournir aux investisseurs une analyse extra-financière pertinente pour des investissements durables. L'équipe ISR de CA Cheuvreux, constituée de cinq spécialistes, s'efforce d'améliorer l'accès aux données environnementales, sociales et de gouvernance des entreprises européennes cotées pour enrichir son analyse. Son ambition est d'informer les investisseurs sur des risques systémiques et sectoriels spécifiques que les indicateurs financiers seuls ne peuvent capturer afin de fournir une valorisation complète du capital immatériel des sociétés.

L'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et le Groupe Eiffage ont créé en janvier 2010 la première Chaire d'entreprise spécialisée dans les questions de biodiversité dans le cadre des grands projets d'infrastructures.
Intitulée BEGI (Biodiversité, Environnement et Grandes Infrastructures) cette chaire intègre une formation diplômante détaillant les enjeux qui pèsent sur la biodiversité au travers des dimensions managériales, économiques, techniques et juridiques liées à chaque étape d'un grand projet d'infrastructure. Le corps enseignant a été constitué à l'image du dispositif d'acteurs que l'on retrouve sur le terrain : opérateurs publics, monde associatif, ONG (Organisation Non Gouvernementale), scientifiques et professionnels du BTP (Bâtiment et Travaux Publics) ; les étudiants étant mis en situation réelle à plusieurs reprises. De niveau Master 2, ce cursus accueille une trentaine d'étudiants en formation initiale, en formation continue et en apprentissage.

Au titre de l'année 2010, la chaire BEGI a également pris part à des initiatives et à des programmes de recherche en lien avec son positionnement scientifique :

- Participation au lancement d'une Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP) au sein de l'Université Paris 1 ;
- Encadrement de deux géographes pour réaliser les cartes d'un ouvrage portant sur l'état de la biodiversité dans l'espace francophone, co-édité par l'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN) et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ;
- Organisation d'un colloque scientifique portant sur le thème «La géomatique, outil d'accompagnement et instrument innovant pour une gestion durable de la biodiversité».

Lafarge est le leader mondial des matériaux de construction et occupe une position de premier plan dans chacune de ses activités : Ciment, Granulats & Béton et Plâtre. En 2010, pour la sixième année consécutive, Lafarge est répertorié dans la liste des 100 multinationales les plus engagées en matière de développement durable. Doté du premier centre de recherche au monde sur les matériaux de construction, l'entreprise place l'innovation au cœur de ses préoccupations au service de la construction durable et de la créativité architecturale.
La France est le berceau historique du Groupe depuis 1833. C'est est un acteur local avec 500 sites répartis sur l'ensemble du territoire, qui emploient plus de 8 000 salariés. Les ressources minérales sont extraites dans les carrières puis transformées pour produire ciment, béton et plâtre. Lafarge propose aux professionnels des matériaux pour construire durablement et façonner le cadre de vie : infrastructures, hôpitaux, bureaux, logements collectifs et individuels, maisons basse consommation…
Engagées dans une démarche de développement durable, les différentes entités agissent concrètement et depuis de nombreuses années en faveur de l'environnement, que ce soit via la préservation de la ressource, le réaménagement des carrières, le suivi de la biodiversité, le développement de transports plus respectueux de l'environnement (fer et fluvial), la concertation avec le milieu associatif et les riverains ou les économies d'énergie.
Lafarge est partenaire du bureau international du WWF depuis 2000.

Natureparif est l'agence régionale pour la nature et la biodiversité en Île-de-France.Association de loi 1901, elle a été créée en 2007 à l'initiative de la région Île-de-France et soutenue par l'État. Sa mission est de collecter les connaissances existantes, de les mettre en réseau, d'identifier les priorités d'actions régionales. Elle a également vocation à recenser les bonnes pratiques visant à préserver la biodiversité pour qu'elles soient plus largement utilisées. C'est une agence nouvelle dans sa conception, directement inspirée du Grenelle de l'environnement, et innovante également en tant qu'observatoire régional entièrement dédié à la nature. Pour plus d'information www.natureparif.fr

Remerciement spécial à solarhôtel

Prouver que écologie ne rime pas avec dépense mais avec investissement, prouver que l'écologie n'est pas réservée à quelques personnes bien informées et donner envie à des milliers d'hôteliers indépendants de transformer leur hôtel en adoptant le plus de pratiques possibles qui ne nuisent pas à l'environnement.
Pour toutes ces raisons, Solar Hôtel a choisit d'être le 1er hôtel écologique, économique et militant à la fois.
L'écologie n'est plus le privilège de quelques hôtels de luxe !

NOS PARTENAIRES
MÉDIA

LaRevueDurable est une publication franco-suisse de vulgarisation sur l'écologie et la durabilité. Depuis 2002, elle montre, en toute indépendance, comment favoriser des pratiques durables dans tous les secteurs d'activité. Cinq fois par an, LaRevueDurable présente des dizaines de réalisations crédibles qui ouvrent la voie à une authentique société durable.

LaRevueDurable en bref :
Une approche objective et rigoureuse, des dossiers thématiques de 40 pages, des notions-clefs expliquées et illustrées d'exemples, les meilleures initiatives du terrain, des débats de fond et des interviews de personnalités engagées, une dimension internationale

Disponible par abonnement ou en kiosque : www.larevuedurable.com

Alternatives Economiques, un autre regard sur l'actualité économique et sociale. Loin du vase clos du business et de la finance, Alternatives Economiques s'intéresse à l'économie comme enjeu collectif et social. Avec pour ambition de concilier solidité de l'information et facilité de lecture, rigueur de la revue et agrément du magazine. Lu tous les mois par 1,2 million de personnes, Alternatives Economiques est le 2ème titre de la presse économique en France.

Financièrement indépendant des grands groupes, Alternatives Economiques est édité par une société coopérative ouvrière de production (Scop), dans laquelle tous ses salariés sont associés. La Scop édite également le trimestriel Alternatives Internationales, et la revue L'Economie politique.

Pour en savoir plus : www.alternatives-economiques.fr

Créée en 2007, TerreTv est une WebTv qui traite des trois thématiques qui fondent le développement durable : l'économie, le social et l'écologie. Avec des programmes riches et exclusifs, TerreTv dispose d'une base de 3 000 sujets (débats, reportages, documentaires, fictions, entretiens...) mise à jour quotidiennement. Au fil des mois, TerreTv a su fidéliser une large audience. Avec 400 000 visiteurs, 1 800 000 vidéos vues mensuelles, plus de 300 000 abonnés aux podcasts et flux RSS, TerreTv devient la WebTv environnementale de référence ! Tous ses programmes sont accessibles à la demande, gratuitement, et peuvent être partagés facilement. TerreTv bénéficie du soutien de l'Ademe, du Cnes, du MEEDDM, de l'IRD et de l'association Science Frontières.

Dès sa naissance en 2005, la chaîne Ushuaïa TV, pionnière en ce domaine, a dédié 100% de sa thématique à la préservation des beautés de la planète et aux questions écologiques. Les contenus d'Ushuaïa TV sont tout entiers dédiés aux beautés de la nature et à la nécessité de les protéger. Ils proposent aussi une nouvelle lecture du monde : le développement durable, qui lie la nature aux hommes. Outre la collection des Ushuaïa Nature présentée par Nicolas Hulot, la chaîne propose cette année de nombreux magazines tels *Passage au vert* animé par Claire Keim ou l'agenda *Bougez vert* et *Les spéciales* de Christine Oberdorff. Climat, déforestation, biodiversité… Ushuaïa TV produit également de nombreux documentaires en lien avec l'actualité verte.
Proposée désormais en Haute Définition, Ushuaïa TV restitue toute l'intensité et l'émotion des beautés du monde qui font la magie de son éditorial. Ushuaïa TV est disponible sur CanalSat et Numéricable.

www.ushuaiatv.fr

EurActiv.fr est un journal en ligne, gratuit et indépendant, dédié aux politiques de l'Union européenne et à leurs impacts en France. 40 000 décideurs politiques, économiques, journalistes et chercheurs utilisent EurActiv.fr comme un véritable outil de travail.

EurActiv.fr fait partie d'un réseau pan-européen de 11 rédactions nationales.
Retrouvez toute l'actualité des politiques européennes liée aux enjeux environnementaux dans les rubriques Agriculture, Environnement et Climat, Energie sur :

EurActiv.fr

Première radio d'actualité internationale 100% numérique diffusée en français et dans 19 autres langues. RFI émet 24h/24h des informations et des chroniques sur l'actualité immédiate internationale, africaine et européenne. C'est également une chaîne musicale, des magazines diffusés en 4 langues avec de l'économie, du sport, de la culture, des sciences, de la médecine, le monde des jeunes, les femmes, les réalités françaises et européennes.

AEDD est une agence de presse spécialisée, qui traite quotidiennement de l'actualité de l'environnement et de la responsabilité sociale des entreprises et des collectivités territoriales. Ce service d'information est destiné aux décideurs du développement durable (entreprises, ONG, gouvernement, élus, institutions, chercheurs), afin qu'ils disposent d'un outil réactif, fiable et unique de veille stratégique.
Plus d'une centaine de rubriques permettent à nos abonnés de cibler leurs informations : Énergie et Environnement (biodiversité, changement climatique, performance énergétique, production et consommation durables, certification, fiscalité, …) et RSE & Éco-Responsabilité (gouvernance, relations avec les parties prenantes, reporting extra-financier, pollution, sécurité et santé au travail, …)

Ecoloinfo, le blog collectif sur l'écologie, l'environnement et le développement durable.

ecoloinfo.com

Terra eco, le média francophone du développement durable.
Terra eco met les questions d'écologie, d'économie et de société à portée de tous, avec des articles de fond, un ton moderne et des angles nouveaux.

Terra eco remet l'Homme et l'Ecologie au cœur de l'économie et contribue à la citoyenneté en incitant les lecteurs à se saisir des grands enjeux du développement durable : social, environnement, mondialisation, changement climatique.

Terra eco est publié sur papier éco-conçu le 1er jeudi du mois, à raison de 11 numéros par an, dont un double (juillet-août). Il est également disponible en version téléchargeable.
Terra eco, c'est enfin un quotidien exclusivement électronique Terraeco.net, qui fait la lumière sur le développement durable chaque jour.

Le site web qui donne envie d'écologie.
Ni bobo, ni baba cool, MarcelGreen.com a été créé pour aider les Français à adopter un mode de vie durable tout en gardant le sourire. Comment ? En regroupant dans un seul et même endroit des milliers d'éco-produits et toute l'information nécessaire pour bien les choisir.

L'information, c'est la partie verte de MarcelGreen.com. C'est ici que l'équipe du site livre chaque jour l'actualité fraîche de l'éco-consommation, des guides d'achat, des interviews, des sondages… A déguster régulièrement pour tout savoir de la tendance « green », des créateurs éthiques, des technologies vertes, des labels écolos…
Mais attention, vous risquez de sortir de la partie verte avec une drôle d'envie… une envie d'écologie !

Lancé en 2005 par l'Agence M&C, Cdurable.info sélectionne chaque jour l'essentiel de l'actualité du développement durable pour aider ses 500 000 visiteurs par an à comprendre comment agir ensemble en acteur du changement. Avec plus de 2 500 articles actualisés, Cdurable.info est devenu une source d'information fiable et indépendante, dont la légitimité et la pertinence ne cessent de croître. Gratuit, Cdurable.info s'adresse à tous les acteurs : citoyens, responsables d'associations ou d'entreprises, journalistes, élus ou agents de la fonction publique. Et 70% de nos visiteurs trouvent l'information qu'ils cherchent en 1 minute sur Cdurable.info : le rapport d'une ONG à télécharger, un nouveau site à consulter, les coordonnées d'un contact, les dates d'un événement… Economie, social, environnement, gouvernance, mais aussi média, livres, salons, films, l'essentiel du développement durable est sur Cdurable.info. Vous aussi, venez échanger pour un monde durable …

Greenzer est le premier portail Internet dédié au développement durable. Ce site web 100% green propose de l'information sur l'écologie à travers des articles actualité et vie pratique. 65 000 produits éco-responsables sont répertoriés dans un guide d'achat spécialisé. Créé pour accompagner les consommateurs tout au long de ce processus d'engagement en faveur du développement durable, Greenzer est un portail unique, accessible gratuitement par tous ! Découvrez l'actualité de l'écologie et des produits bio sur :

www.Greenzer.fr

JEUDI 16 SEPTEMBRE

8h30 Accueil – Petit déjeuner *Welcome-Breakfast*

9h00 Discours d'ouverture *Opening speeches*

Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer

Anny Poursinoff, conseillère régionale d'Ile-de-France, députée des Yvelines, présidente de Natureparif

Serge Orru, directeur général du WWF-France

9h45 – 11h15 Conférence 1 : La biodiversité, base du système économique

Biodiversity, foundation of the economy

Sandrine Bélier, députée européenne, commission environnement

Joshua Bishop, économiste en chef et coordinateur de l'étude TEEB for Business, UICN

Claude-Anne Gauthier, responsable Pôle international, Europe et outre-mer, Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité

Jacques Weber, directeur de recherche, Cirad

Modérateur : **Jacques Mirenowicz**, directeur, La Revue Durable

11h15 – 11h40 Pause *Coffee break*

11h40 – 12h30 Présentation de l'étude du WWF-France

Presentation of WWF-France study

Les entreprises face à l'érosion de la biodiversité, par **Julia Haake**, directrice des partenariats entreprises, WWF-France

Présentation du baromètre Entreprises et biodiversité

Presentation of the survey on business and biodiversity

L'image des entreprises face à la biodiversité, par **Jérôme Fourquet**, directeur adjoint du département Opinion publique, Ifop

Après-midi organisé en partenariat avec CHEUVREUX CRÉDIT AGRICOLE GROUP

12h30 – 14h00 **Déjeuner** *Lunch*

14h00 – 15h30 **Conférence 2 : La biodiversité, capital pour l'entreprise**

Biodiversity, capital for business

Arnaud Colson, directeur Affaires Publiques et Développement Durable, Lafarge Granulats Bétons

Emmanuel Delannoy, directeur, Institut Inspire

Pierre Pech, professeur au Laboratoire de Géographie Physique UMR CNRS 8591 Pierre Birot, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Stéphane Voisin, directeur de la recherche développement durable & ISR, Crédit Agricole Cheuvreux

Modératrice : **Nathalie Croisé**, animatrice de Green Business, BFM Radio

15h30 – 16h00 **Pause** *Coffee break*

16h00 – 17h30 **Conférence 3 : Faut-il laisser faire le marché pour restaurer et préserver la biodiversité ?**

Can market mechanisms preserve biodiversity ?

Maya Bankova-Todorova, chargée de programme Paiement des services écologiques, WWF Danube-Carpates

Julien Calas, secrétaire du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)

Philippe Thiévent, directeur, CDC Biodiversité

Bruce Tozer, responsable des ventes de soft commodities et produits agricoles, Crédit Agricole CIB

Modérateur : **Jean-Christophe Boulanger**, directeur, EurActiv.fr

17h30 **Cocktail**

VENDREDI 17 SEPTEMBRE

8h30 — **Accueil – Petit déjeuner** *Welcome-Breakfast*

9h00 – 10h30 — **Conférence 4 : Agir au sein de l'entreprise**
Business action for biodiversity conservation

Bernard Cressens, conseiller scientifique auprès de la direction du WWF-France

Valérie David, directrice développement durable, Eiffage

Stéphane Guéneau, président, FSC France

Joël Houdet, consultant Bilan Biodiversité

Modérateur : **Walter Bouvais**, directeur de la publication, Terra Eco

10h30 – 11h00 — **Pause** *Coffee break*

11h00 – 12h30 — **Conférence 5 : Agriculture et alimentation**
Agriculture and food

Philippe-Jacques Dubois, directeur général, revue Ornithos et Editions Delachaux et Niestlé

Hélène Jessua, responsable communication développement durable, Groupe Carrefour

Jacques Morineau, président, Fédération nationale des centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture en milieu rural (FNCIVAM)

Jean-Pierre Rennaud, directeur environnement, Danone

Modérateur : **Bernard Cressens**, conseiller scientifique auprès de la direction du WWF-France

12h30 – 14h00 — **Déjeuner** *Lunch*

14h00 – 15h00 — **Conférence 6 : Santé, chimie, cosmétiques**
Health, chemistry, cosmetics

André Cicolella, président, Réseau environnement santé

Daniel Joutard, fondateur de l'entreprise cosmétique Savoirs des Peuples et de la marque Aïny

Rik Kutsch Lojenga, directeur, Union for Ethical BioTrade

Modératrice : **Anne-Cécile Bras**, animatrice « C'est pas du vent », RFI

15h00 – 15h45 Qu'est-ce que le vivant ?

Encounter with the web of life

Jean-Claude Ameisen, médecin, immunologiste et chercheur en biologie

15h45 – 16h00 Pause *Coffee break*

16h00 – 17h30 Conférence 7 : Biomimétisme, écologie industrielle : vers une nouvelle révolution industrielle ?

Biomimetics & industrial ecology : a new revolution ?

Karim Lapp, secrétaire général, Biomimicry Europa

Cédric Péchard, secrétaire général, ZERI Francophonie

David Rochat, directeur associé et expert en écologie industrielle, SOFIES

Modérateur : **Steve Duhamel**, chargé de développement et d'éco-conception, WWF-France

17h30 – 19h00 Clôture *Closing*

Isabelle Autissier, navigatrice, présidente du WWF-France

84 rue de Grenelle 75007 Paris
Transports en commun :
Metro 12 station rue du Bac,
Bus 63, 68, 83, 84, 94, arrêt rue du Bac - René Char
Velib : station au métro rue du Bac

JEUDI
16 SEPTEMBRE

9h45 – 11h15
Conférence 1 : La biodiversité, base du système économique

« Un écosystème est un concert du vivant dans lequel chaque espèce joue sa partition. A l'homme de deviner la sienne, pour élever la musique du Monde sans dissonance. »

Bernard Boisson, photographe français

Jusqu'à présent, l'économie avait relégué la biodiversité au rôle de ressources disponibles et de « facteurs externes ». L'année 2010 pourrait devenir l'année de la reconnexion entre l'économie et le vivant. Tout d'abord, par la création d'une Plate-forme scientifique intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), pensée sur le modèle du GIEC. Ensuite, grâce à la publication du rapport final « L'Economie des Ecosystèmes et de la Biodiversité » de l'économiste Pavan Sukhdev, soutenu par le PNUE et la Commission européenne.
L'IPBES et le rapport Sukhdev visent tous deux à alerter les dirigeants politiques et économiques afin de modifier la vision qu'ils ont de la biodiversité, à intégrer les services écologiques dans les systèmes de comptabilité économique, et à les inciter à mettre en œuvre des actions pour améliorer leurs états.

Ces nouveaux outils suffiront-ils à réparer notre vieille boussole économique défectueuse et à stopper la sixième crise d'extinction de la Vie ? Comment, dans le contexte actuel, pouvons-nous faire les bons choix politiques, économiques et sociaux ? La réconciliation de l'économie avec la biosphère permettra-t-elle de bâtir une économie soutenable améliorant à la fois la diversité et le bien-être du vivant ?

Modérateur :

Jacques Mirenowicz, directeur de La Revue Durable

Jacques Mirenowicz est docteur en neurosciences, ainsi que le cofondateur et le rédacteur en chef de La Revue Durable. Ce trimestriel franco-suisse de vulgarisation sur l'écologie et la durabilité a été l'une des revues les plus impliquées sur l'engagement et la mobilisation sur le climat. Jacques Mirenowicz est à l'origine des sites www.leclimatentrenosmains.org et www.larevuedurable.com.

Intervenants :

Sandrine Bélier, députée européenne, membre titulaire de la commission « Environnement, santé publique et sécurité alimentaire »

En 2008, Sandrine Bélier quitte ses fonctions de directrice fédérale de France Nature Environnement, pour entrer en politique et participer aux élections européennes de 2009 en tant que tête de liste de la Région Est du Rassemblement Europe Ecologie. Elle est aujourd'hui députée européenne et siège au sein du groupe parlementaire Verts/ALE. Membre titulaire de la commission « Environnement, santé publique et sécurité alimentaire » et membre suppléante des commissions « Affaires constitutionnelles » et « Pétitions », elle lance, en cette année internationale de la Biodiversité, une campagne européenne et nationale sur la préservation et la protection de la diversité biologique.

Joshua Bishop, économiste en chef et coordinateur de l'étude *The economics of ecosystems & biodiversity (TEEB)* à l'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN)

Son rôle est de promouvoir la protection de la nature grâce à un argumentaire économique. Avant de rejoindre l'IUCN, Joshua Bishop a travaillé pour l'Institut pour l'Environnement et le Développement où il conduisait des recherches sur l'économie du changement d'affectation des terres. Il a aussi travaillé en Afrique de l'Ouest comme consultant en économie pour la Commission européenne et la Banque mondiale. Joshua Bishop est diplômé de l'Université de Yale, détient un master en Politiques publiques obtenu à l'Université d'Harvard et un doctorat de l'University College de Londres.

Claude-Anne Gauthier, responsable du Pôle international, Europe et outre-mer à la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB)

Claude-Anne Gauthier est également docteur en biologie et ingénieur de recherche. A la demande des ministères, elle appuie la mise en œuvre nationale de la Convention sur la Diversité Biologique ainsi que le processus intergouvernemental Ipbes. Durant les deux années qui précédaient à ses fonctions à la FRB, Claude-Anne Gauthier était détachée au Ministère des Affaires étrangères, en tant que chargée de mission biodiversité et environnement marin. Entre 2000 et 2006, elle occupait la fonction de Directrice du Parc Zoologique de Paris, Muséum National d'Histoire Naturelle.

Jacques Weber, économiste, anthropologue et directeur de recherche au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)

Jacques Weber a tour à tour participé au sein de l'Ifremer (Institut de recherche sur la mer), du Cirad et de l'IRD (Institut de recherche pour le développement) aux travaux concernant la gestion des ressources renouvelables et la notion de « richesse ». Il a ensuite dirigé l'Institut Français de la Biodiversité (aujourd'hui devenu Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité) de 2002 à 2008. Il est également membre de plusieurs comités scientifiques dont le Conseil économique du développement durable (Cedd), le Comité de veille écologique de la Fondation Nicolas Hulot, le Conseil scientifique de CDC Biodiversité. Enfin, il a fait partie en 2009 de la Commission du Centre d'analyse stratégique

sur l'économie de la biodiversité et des services écosystémiques et il était jusqu'à cette année co-président du groupe de travail « Entreprises et biodiversité » de l'association Orée.

11h40 – 12h30

Présentation de l'étude du WWF-France

Les entreprises face à l'érosion de la biodiversité

Julia Haake, directrice des Partenariats Entreprises au WWF-France et co-auteur du livre *L'entreprise légère*

Docteur en sciences économiques, Julia Haake a commencé son travail sur le développement durable en 1993 en tant que chercheuse à l'Institut de Wuppertal en Allemagne, puis à l'Université de Versailles (Centre d'Economie et d'Ethique pour l'Environnement et le Développement), sur différents projets de recherche liés aux entreprises et aux concepts de développement durable et de dématérialisation. En 2001, elle a rejoint le cabinet de conseil O2 France, spécialisé dans l'éco-conception et la démarche de développement durable des entreprises. Entre 2003 et 2008, elle a successivement occupé les postes de Responsable Environnement et de Directrice de Développement Durable Courrier au sein du groupe La Poste. Depuis avril 2008, Julia Haake dirige le département des Partenariats Entreprises du WWF-France, où elle définit et conduit la politique partenariale de l'ONG et développe de manière plus globale l'activité visant à réduire l'empreinte écologique du secteur privé.

Les entreprises sont au cœur des enjeux environnementaux à la fois par leurs impacts et dépendances, mais également par leur capacité à contribuer à une solution globale. Cependant, les outils pour les aider sont encore rares aujourd'hui. Le WWF-France a donc souhaité apporter son expertise aux décideurs politiques et économiques afin d'agir concrètement pour la restauration et la préservation du vivant.

Pour éviter une analyse par secteur, trop restrictive, l'approche privilégiée a été d'étudier les 8 filières économiques (ou chaînes d'approvisionnement et d'interaction) qui possèdent les plus fortes interactions (impacts-dépendances, risques-opportunités) avec la biodiversité. Ainsi, on obtient un outil complet regroupant :

- **les enjeux liés aux impacts de la filière sur la biodiversité à l'échelle planétaire et sur le terrain de certaines écorégions prioritaires du WWF-France ;**
- **les risques rencontrés par chaque filière, ceux liés à la dépendance vis-à-vis des services écologiques et ceux associés à la dégradation de ces derniers ;**
- **les leviers d'action pour mieux restaurer et préserver la biodiversité.**

Cette étude offre aux entreprises un outil de sensibilisation pour « penser globalement » et « agir localement » au regard de la biodiversité. Car si la biodiversité peut être complexe, les solutions concrètes pour améliorer la situation le sont souvent beaucoup moins.

Présentation du baromètre L'image des entreprises face à la biodiversité

Jérôme Fourquet, directeur adjoint du Département Opinion Publique à l'Institut Français d'Opinion Publique (Ifop)

Diplômé de l'IEP de Rennes et détenteur d'un DEA de géographie électorale (Paris VIII), Jérôme Fourquet a débuté sa carrière comme chargé d'étude à l'Ifop. Après quelques années passées en tant que Directeur d'Etudes à CSA Opinion, il revient à l'Ifop, en 1994, au poste de Directeur d'étude au Département Opinion, dont il est aujourd'hui le Directeur adjoint depuis 2005.

A la demande du WWF-France, l'Ifop a analysé la perception que se font les Français des liens entre les entreprises et la biodiversité. Etat de la biodiversité, impacts des entreprises, responsabilité du monde économique vis-à-vis de la protection de la biodiversité, sincérité de leurs communications : chaque thème a été analysé dans le détail.
Le baromètre 2010 a ainsi pris la température de l'opinion publique et complète l'analyse du WWF en soulignant l'importance d'une action volontaire des entreprises à l'égard de la biodiversité.

14h – 15h30

Conférence 2 : La biodiversité, capital pour l'entreprise

« Il faut prendre le changement par la main avant qu'il nous prenne par la gorge. »

Winston Churchill, homme politique britannique

La santé d'une entreprise, comme celle de l'économie dans son ensemble, ne peut pas être dissociée de celle de la biodiversité dont elle dépend. Pourtant ? les entreprises contribuent à l'affaiblissement progressif du vivant : pollutions de l'air, des eaux et des sols, uniformisation des espèces, artificialisation, fragmentation et destruction des milieux naturels, émissions de gaz à effet de serre, etc. Ce sont autant de matières premières, de services, de technologies offerts gratuitement par la biodiversité qui disparaissent petit à petit. De plus, chaque maillon en moins dans la sphère du vivant est synonyme de risques considérables (un risque opérationnel peut se traduire en risque financier, un risque réputationnel peut se transformer en risque de marché). Avec l'érosion de la biodiversité, c'est donc la pérennité des activités économiques même qui est en question !

Certaines entreprises ont d'ores et déjà compris qu'elles détiennent les solutions pour renverser cette tendance. En effet, la préservation de la biodiversité n'est pas une contrainte opposable à la compétitivité, elle peut être source d'opportunités. Toutefois, les outils opérationnels pour aider les

décideurs à comprendre les enjeux et agir dans la bonne direction sont peu nombreux et, à l'inverse des dérèglements climatiques et de la tonne de CO_2 (qui permet de mesurer l'étendue des impacts), il n'est pas possible de réduire la relation entreprise-biodiversité à un indicateur unique.
Dans ce contexte, comment certaines entreprises en pointe ont pu intégrer la biodiversité à leurs activités ? Les quelques outils à leur disposition répondent-ils à l'ensemble de leurs attentes pour mieux préserver la biodiversité ? Quels en sont les limites ?
Enfin, les marchés financiers commencent à inclure dans leurs calculs de risque les problématiques liées à la biodiversité et ne souhaitent pas passer à côté de ce sujet primordial. Cependant, une question reste toujours en suspens : Comment évaluer la performance d'une entreprise quant à sa prise en compte de la biodiversité ?

Modératrice :

Nathalie Croisé, animatrice de Green Business sur BFM Radio

Nathalie Croisé est journaliste radio depuis 15 ans sur RFI et BFM Radio. Elle a abordé toutes les facettes du métier : présentation, reportage et internet. Animatrice depuis deux ans de l'émission « Green Business » consacrée aux entreprises et au développement durable sur BFM Radio, elle recueille les témoignages des patrons sur le développement durable et leur stratégie. Nathalie Croisé est diplômée en lettres classiques et de l'Institut pratique de journalisme (IPJ).

Intervenants :

Arnaud Colson, directeur des Affaires Publiques et Développement Durable chez Lafarge Granulats Bétons

Avec 30 ans d'ancienneté dans le Groupe Lafarge, Arnaud Colson a très tôt contribué à la conception et à la mise en place de la politique environnement du Groupe. Il anime et coordonne aujourd'hui l'ensemble des approches liées au développement durable en s'appuyant sur un réseau de 60 experts à travers la France. Il préside en outre la commission « accès à la ressource » de l'UNICEM (Union Nationale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction) ainsi que le comité environnement de l'UEPG (Union européenne des producteurs de granulats) qui regroupe 25 000 carrières à travers 25 pays européens.

Emmanuel Delannoy, fondateur et directeur de l'Institut Inspire

Expert sur les liens entre biodiversité et économie, Emmanuel Delannoy a contribué à la traduction et à la diffusion de l'Ecosystem Services Review (ESR) en France. Secrétaire général de la Ligue ROC, association de protection de la nature présidée par Hubert Reeves, il a contribué aux travaux du groupe 6 (emploi et compétitivité) du Grenelle de l'environnement, ainsi qu'au comité de filière « biodiversité » dans le cadre du plan emplois verts.

Pierre Pech, professeur au Laboratoire de Géographie Physique UMR CNRS 8591 Pierre Birot de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Dans le cadre du master fédéral, la chaire d'entreprise Eiffage-Paris 1 Panthéon-Sorbonne a permis la création d'un diplôme d'université intitulé « Biodiversité, Environnement et Grandes Infrastructures - BEGI ». Pierre Pech, spécialiste de géographie environnementale dirige ce Master ainsi que le diplôme d'université BEGI et son laboratoire de rattachement est le Laboratoire de Géographie Physique UMR 8591 du CNRS.

Stéphane Voisin, directeur de la recherche développement durable et ISR au Crédit Agricole Cheuvreux

Titulaire d'un MBA en droit et finance et diplômé du Collège des Hautes Etudes en Environnement et Développement Durable (Ecole Centrale), il enseigne la « finance du développement durable » à l'Université Paris-Dauphine. Stéphane Voisin travaille depuis plus de 20 ans sur les marchés actions. Avant de rejoindre CA Cheuvreux en 2005 pour créer et développer l'activité Recherche ISR, il était vice-président chez JP Morgan (2000-2002) et chez Paribas (1997-2000) à Londres sur l'investissement actions thématique. Il a également été responsable de l'activité Dérivés Actions de Barclays (1995-1997) et Natwest (1990-1995). Il est l'un des membres du comité fondateur de l'indice CAC40 et plus récemment de l'indice Low Carbon 100. Stéphane Voisin a récemment contribué à l'ouvrage d'Europlace *Finance and Sustainable Development* (éditions Economica) et a présidé les comités consultatifs et scientifiques de différentes ONG dans le cadre d'initiatives environnementales et sociales.

15h30 – 16h00

Pause

16h00 – 17h30

Conférence 3 : Faut-il passer par le marché pour restaurer et préserver la biodiversité ?

« Le socialisme s'est effondré parce qu'il n'a pas laissé le marché dire la vérité économique. Le capitalisme peut s'effondrer parce qu'il ne permet pas au marché de dire la vérité écologique. »

Oystein Dahle, ancienne vice-présidente d'Exxon

Comment stopper la dégradation des milieux et la perte des espèces ? Face à cette question, certains économistes et autres décideurs répondent qu'il suffit de donner le juste prix à chaque espèce, à chaque écosystème, à chaque service

offert, et donc à faire confiance aux mécanismes du marché. D'autres courants de la théorie économique contestent depuis longtemps cette confiance accordée à la théorie néoclassique. Les quelques tentatives encore bien timides de taxer certaines externalités ne montrent pas pour l'instant un bouleversement dans les comportements des acteurs économiques. Dans tous les cas, il apparaît que l'autorégulation des marchés ne peut pas être la solution unique.

D'autres voies sont expérimentées à travers le monde afin de trouver l'argent nécessaire pour pallier significativement à la perte de biodiversité. Le rapport de mi-étape de Pavan Sukhdev soulignait que seulement 1% du PIB mondial d'ici 2030 suffirait.
Parmi ces nouveaux mécanismes, on peut citer les paiements des services écologiques, le mécénat, les mécanismes de développement verts, la compensation, les fonds fiduciaires environnementaux, les mécanismes mixtes de marché et de régulation. Sont-ils tous pertinents ? Et surtout, quel rôle peut jouer le secteur financier et avec quelle démarche ?

Modérateur :

Jean-Christophe Boulanger, directeur d'Euractiv.fr

Diplômé d'HEC et de l'université Bocconi (Milan), Jean-Christophe Boulanger a commencé sa carrière en tant que consultant en stratégie. Après 3 ans de conseil en stratégie chez Olivier Wyman, il rejoint en 2007 l'équipe de Zoomorama en tant que directeur marketing. Il a cofondé Telos, plateforme de réflexion réunissant économistes et intellectuels. Il est depuis 2004 secrétaire du Groupe des Belles Feuilles et préside HEC Web, groupement des professionnels du web de l'Association HEC. Il devient directeur d'EurActiv.fr en décembre 2008.

Intervenants :

Maya Bankova-Todorova, chargée de programme Paiement des services écologiques au WWF Danube-Carpates

Maya Bankova-Todorova est économiste de formation et a rejoint le Programme sur le Danube et les Carpathes du WWF-Bulgarie en 2007. Actuellement, elle gère un projet de 4 ans qui vise à promouvoir des initiatives de paiement pour les services rendus par les écosystèmes et d'autres mécanismes de financement durables dans le bassin du Danube (Bulgarie, Roumanie, Serbie et Ukraine). Le projet est mis en œuvre par le programme du WWF Danube-Carpates avec le soutien financier du FEM via le PNUE et la Commission européenne. L'objectif est de développer au moins trois fonds publics et deux fonds privés de paiement pour les services rendus par les écosystèmes en Bulgarie et Roumanie, une solution offrant des avantages mutuels pour les gestionnaires de terrains, les entreprises, les Etats et la société civile.

Julien Calas, secrétaire du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)

Après des études universitaires en biologie, Julien Calas a suivi une formation d'ingénieur agronome et s'est spécialisé en économie du développement. Il a travaillé pendant dix ans à l'étranger comme chargé du suivi de projets de l'Agence Française de Développement (AFD) et du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) au Sénégal, à Madagascar et au Cambodge, où il a surtout travaillé sur les secteurs de la pêche, de l'agriculture et de la conservation de la biodiversité, mais également sur le développement des activités bancaires et de microfinance. Il est depuis août 2006 chargé de mission biodiversité au FFEM où il s'occupe des projets de conservation de la biodiversité marine et terrestre, d'agrobiodiversité, d'appui aux organisations de la société civile et de développement d'outils de financement innovants de la conservation.

Philippe Thiévent, directeur de CDC Biodiversité

Docteur en Sciences-Ecologie, Philippe Thiévent a consacré sa vie privée et professionnelle à la préservation de la nature. En 1986, il a créé une société (CPRE) dédiée à l'étude et à l'amélioration de l'intégration des projets d'aménagement du territoire dans leur environnement. Il a ensuite rejoint Scetauroute (Egis), société d'ingénierie des infrastructures de transport qui développe et intègre de façon très concrète la prise en compte de l'environnement dans les projets, et dont il est devenu directeur adjoint de l'environnement. En 2006, il revient à ses préoccupations originelles et devient directeur du projet de la Mission Biodiversité de la CDC, outil de préfiguration de CDC Biodiversité qu'il dirige depuis janvier 2008.

Bruce Tozer, responsable des ventes de soft commodities et de produits agricoles chez Crédit Agricole CIB

Auparavant, Bruce Tozer était responsable monde des marchés environnementaux chez JP Morgan. Il a également participé à la mise en place des principaux investissements en actions liés aux marchés environnementaux. Il a travaillé précédemment chez Rabobank International aux Pays-Bas, à Hong Kong et à Londres de 1996 jusqu'en 2005. Bruce Tozer a également été responsable monde du Financement structuré des matières premières, du Trade Finance, et des dérivés de matières premières, puis responsable Asie pour le Financement de projets agroalimentaires. Ancien agriculteur, il a commencé sa carrière chez Danone dans le marketing à Paris. Il possède un MBA de l'IMD Lausanne, un Master of science en Marketing agroalimentaire international du Groupe ESSEC et un BSc en économie agricole à l'Université de Newcastle-upon-Tyne.

VENDREDI
17 SEPTEMBRE

9h00 – 10h30
Conférence 4 : Agir au sein de l'entreprise

« Dans la vie, il n'y a pas de solutions. Il y a des forces en marche : il faut les créer et les solutions les suivent. »

Antoine De Saint Exupery, écrivain et aviateur français

La biodiversité ne doit pas être perçue comme un problème de plus mais comme source de gains si elle est prise en considération en amont. Sauver la biodiversité, c'est, in fine : améliorer la pureté de l'eau, favoriser la découverte de nouveaux remèdes, diminuer les émissions de gaz à effet de serre, créer de nouveaux emplois, ne pas avoir à payer demain pour des services aujourd'hui offerts et donc améliorer ses performances économiques. Les entreprises qui mettent en œuvre des politiques de prévention, de protection, de formation, de partenariats, de production et de consommation soutenable des produits, etc. montrent ainsi le chemin à leurs consœurs et contraignent leurs concurrentes à prendre le train en marche à mesure qu'il prend de la vitesse.
De la gestion soutenable des ressources à leur traçabilité, en passant par la création de nouveaux outils de comptabilité, de nombreux exemples existent. Autant de leviers d'action pour mieux protéger la biodiversité.

Modérateur :

Walter Bouvais, cofondateur et directeur de la publication de Terra eco et Terraeco.net

Diplômé en Sciences économiques (Nantes), Sciences politiques (IEP Rennes) et journalisme (Centre de formation des journalistes de Paris), Walter Bouvais a été reporter à L'Expansion puis à Transfert et a collaboré avec plusieurs titres économiques ou généralistes (Novethic, Enjeux Les Echos, Le Monde 2, Courrier Cadres), avant de créer Terra Economica (devenu Terra eco en 2009), qu'il dirige depuis 2004. Le mensuel, installé à Nantes, est doté d'un réseau de 70 journalistes sur les 5 continents. Il est également coauteur, avec David Garcia, de la première enquête française sur la Responsabilité sociale et environnementale des multinationales, *Multinationales 2005*.

Intervenants :

Bernard Cressens, conseiller scientifique auprès de la direction du WWF-France

De formation universitaire en biologie et droit de l'environnement, Bernard Cressens a choisi l'agriculture et l'engagement syndical et politique avant de se mettre au service des associations de protection de la nature et de l'environnement. Homme de concertation et de dialogue, il crée, en 1985 le premier conservatoire des espaces naturels ouvert à tous les acteurs en Isère. En 2000, il entre au WWF-France pour gérer le bureau du WWF en Guyane, puis prend la direction des programmes de conservation au siège à Paris jusqu'à fin 2009. Depuis, janvier 2010, il est conseiller auprès de la direction du WWF-France.

Valérie David, directrice développement durable d'Eiffage

Lauréate de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris en 1992, diplômée de l'Université de Sarrebruck et de l'Université de Lille III, Valérie David a commencé sa carrière dans la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles. Directrice des affaires européennes et internationales de la Région Champagne-Ardenne de 1994 à 1999, elle rejoint ensuite le Groupe Caisse d'Epargne où, après diverses fonctions institutionnelles, elle devient en 2002 chef de projet développement durable à la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne. En 2004, elle rejoint le Crédit foncier de France, filiale du Groupe Caisse d'Epargne, où elle dirige le cabinet du Président François Drouin, tout en étant responsable développement durable de la banque hypothécaire. Enfin, Valérie David a pris en décembre 2007 les fonctions de directrice du développement durable du Groupe Eiffage et est à ce titre directement rattachée au Président-Directeur général Jean-François Roverato.

Stéphane Guéneau, président de FSC-France

Depuis juin 2009, Stéphane Guéneau est le Président de FSC-France, antenne française de l'organisation internationale FSC (Forest Stewardship Council) dédiée à la certification forestière. Il est titulaire d'un diplôme d'études approfondies en économie rurale de l'Université de Montpellier. Il a été chargé de recherches sur les questions de gouvernance dans le domaine de la biodiversité et des forêts à l'Iddri (Institut du développement durable et des relations internationales) et au Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) à Montpellier de 2003 à 2010. Auparavant, il a travaillé sur les questions d'environnement global, notamment sur les interactions entre commerce international et environnement, au sein de l'ONG Solagral. Il a également été chercheur accueilli au CPDA (1999-2000), un centre de recherche sur les questions agricoles de l'Université fédérale rurale de Rio de Janeiro. Stéphane Guéneau a effectué plusieurs consultations pour divers organismes internationaux (CNUCED, Commission européenne, etc.) sur des problématiques de gouvernance forestière.

Joël Houdet, consultant Bilan Biodiversité

Président fondateur de Synergiz depuis 2006, association engagée sur les enjeux des écosystèmes urbains, Joël Houdet est consultant Bilan Biodiversité. Avec une double formation en écologie et comptabilité, il a antérieurement mis ses compétences au service

de la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO), de l'Agence Française de Développement (AFD) et d'un cabinet d'expertise comptable. De 2007 à 2010, il a assuré l'animation du groupe de travail Orée « Intégrer la biodiversité dans les stratégies d'entreprise ».Mis à disposition de cette association par Veolia Environnement, Joël Houdet a mené ses travaux de recherche sur les stratégies organisationnelles en matière de biodiversité et de services écosystémiques (BSE) et sur la conception de systèmes d'informations pour comptabiliser les interactions entre firmes et BSE. Il a ainsi produit de nouveaux outils, dont l'Indicateur d'Interdépendance de l'Entreprise à la Biodiversité (IIEB) et le Bilan Biodiversité. Il soutiendra sa thèse de doctorat le 18 octobre prochain à l'Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech).

11h00 – 12h30

Conférence 5 : Agriculture et alimentation

« La terre n'est pas un don de nos parents, ce sont nos enfants qui nous la prêtent. »

Proverbe indien

Du champ à notre assiette, une partie des coûts environnementaux externes de l'agriculture ne sont pas pris en compte : destruction de zones humides, uniformisation des espèces, perte de fertilité des sols, pollution des eaux et des sols, prélèvement excessif en eau douce, pollution génétique, émissions de gaz à effet de serre des exploitations et des transports, gaspillage des ressources lors de l'utilisation, etc. La biodiversité est fortement impactée par ces externalités. Mais les agriculteurs ne peuvent pas être pointés du doigt car les choix de société de ces cinquante dernières années les ont conduits dans une impasse où la chimie s'est substituée à l'agronomie. En effet, aujourd'hui, 60% du chiffre d'affaires des agriculteurs est, en moyenne, utilisé pour s'approvisionner en engrais, pesticides, semences, etc.

Directement liée au milieu vivant et dépendant de son bon fonctionnement, l'agriculture se trouve aujourd'hui face à la nécessité d'un changement profond pour répondre à de multiples enjeux, qu'ils soient climatiques, alimentaires, sociaux, économiques ou encore en matière de biodiversité. De nombreuses études économiques menées par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ont montré qu'un agriculteur peut tout à fait conserver, voire augmenter, son revenu en baissant légèrement ses rendements et en réduisant ses intrants. De plus, l'augmentation de la demande en faveur des produits issus de l'agriculture durable (+19% en 2009), les engagements du Grenelle en faveur du développement des produits biologiques (20% de la surface agricole utile en 2020) et de la réduction des produits phytosanitaires (réduction de moitié d'ici à 2020) sont autant d'aides concrètes pour bâtir l'agriculture de demain.

Modérateur :

Bernard Cressens, conseiller scientifique auprès de la direction du WWF-France

Intervenants :

Philippe-Jacques Dubois, directeur général des éditions Delachaux-et-Niestlé et de la revue Ornithos

Philippe-Jacques Dubois est également docteur en chirurgie dentaire et ingénieur écologue. Il est très investi dans la problématique de la biodiversité sauvage (oiseaux et changement climatique) et domestique (conservation des races menacées), notamment en ce qui concerne les bovins. Auteur de plusieurs ouvrages et essais, il plaide pour la synergie entre biodiversité, agriculture et maintien des races rustiques qui contribuent non seulement au patrimoine naturel et culturel de notre pays, mais aussi à un mode de production agricole et une alimentation respectueuse de l'environnement. Il est enfin membre de la société d'ethnozootechnie.

Hélène Jessua, responsable Communication Développement Durable du Groupe Carrefour

Après une maîtrise de gestion, suivie d'un diplôme universitaire de déontologie en criminalité internationale et d'un DESS en Intelligence Economique à l'Université de Marne-la-Vallée, Hélène Jessua a rejoint la Direction Développement Durable de Carrefour en 2001, en tant que Responsable de l'information et de la veille, puis prend en charge le Rapport Développement Durable du Groupe en 2004. En 2006, elle est nommée Responsable Communication Développement Durable Groupe.

Jacques Morineau, président de la Fédération nationale des centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture en milieu rural (FNCIVAM)

Jacques Morineau est agriculteur en Vendée et président du Réseau Agriculture Durable. Adhérent du Groupe de Recherche pour une Agriculture Paysanne Econome et Autonome (GRAPEA), il a commencé à réduire fortement l'utilisation des pesticides dans son groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) à partir de 1988, puis les a supprimés totalement en 1996 avec la conversion au bio. Son exploitation couvre aujourd'hui 260 ha et 5 associés y travaillent .

Jean-Pierre Rennaud, directeur environnement, Danone

Aujourd'hui, la politique de préservation de la biodiversité mise en œuvre par Danone s'articule autour de trois grands axes : la diminution de l'impact de Danone sur les sites d'opération, la préservation de la biodiversité et la diminution de l'impact de Danone sur les grands écosystèmes dont sont issues les matières premières utilisées par le groupe, et le soutien d'initiatives menées par des organismes internationaux et des associations visant à la restauration des écosystèmes.

14h00 – 15h00

Conférence 6 : Santé, chimie, cosmétiques

« Va toujours par le chemin le plus court, et le plus court est le chemin tracé par la nature. »

Marc-Aurèle, empereur romain

Les organismes vivants élaborent des substances actives qui sont d'un grand intérêt pour la plupart des activités humaines. Par exemple, d'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 80% de la population mondiale dépend des remèdes traditionnels basés sur des espèces sauvages. Or, l'utilisation industrielle de remèdes naturels peut causer une surexploitation de ressources (faune, flore) et la diffusion de substances chimiques artificielles peut bouleverser les milieux par les pollutions occasionnées. La vitesse à laquelle nous produisons de nouvelles substances chimiques (1 million de tonnes en 1930, plus de 400 millions de tonnes aujourd'hui) dépasse largement leur vitesse de décomposition, quand par chance elles sont biodégradables. Ainsi, leur accumulation dans les chaînes alimentaires et leurs interactions fragilisent la biodiversité, y compris l'être humain.

La filière de la santé, de la chimie et des cosmétiques est responsable de ce constat mais elle a également compris que les solutions étaient nombreuses et que ses clients étaient fortement demandeurs de produits bénéfiques pour la santé des écosystèmes comme pour celle des êtres humains. Une filière qui est également traversée par d'importantes questions sur le devenir même de ses activités : extinction d'espèces avant même de les avoir identifiées, perte de brevets sur les médicaments-vedettes, chartes pour réguler la biopiraterie, coûts des pollutions chimiques, concurrence des génériques des pays émergents, poids de la crise économique sur les recettes, etc. Les industries chimiques et pharmaceutiques cherchent ainsi plus que jamais de nouveaux modèles économiques, qui allierait soutenabilité des approvisionnements en matières premières, réduction maximum des impacts sur la biodiversité et respect des savoirs ancestraux.

Modérateur :

Anne-Cécile Bras, animatrice « C'est pas du vent » sur RFI

« C'est pas du vent » est un rendez-vous quotidien qui a pour but de porter un regard environnemental sur l'actualité nationale et internationale. Anne-Cécile Bras propose ainsi de rendre compte de cette actualité sur tous les continents, pour décrypter les avancées ou les reculs de nos actions face à notre environnement en devenir.

Intervenants :

André Cicolella, président du Réseau environnement santé

Chimiste-toxicologue, André Cicolella est conseiller scientifique à l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS). Il a été le fondateur et le président de la Fondation Sciences Citoyennes en 2000 puis du Réseau Environnement Santé en mars 2009. Il a été à l'origine de la création de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement (AFSSE) et a écris *Alertes Santé* (avec Dorothée Benoît-Browaeys, en 2005) et *Le défi des épidémies modernes. Comment sauver la Sécu en changeant le système de santé ?* (en 2007).

Daniel Joutard, fondateur de l'entreprise cosmétique Savoirs des peuples et de la marque Aïny

Pendant 8 ans Daniel Joutard a partagé son temps entre l'Amérique Latine où il a travaillé avec les peuples autochtones au sein de projets de développement, et Paris où il débuta, à la sortie de l'ESSEC, une carrière de consultant en stratégie. En 2006, Daniel décida de créer Aïny, une marque de soins cosmétique visant à valoriser la diversité des cultures, des végétaux et des sciences. Dans le cadre d'Aïny, Daniel a développé une approche innovante de l'accès à la biodiversité et aux savoirs traditionnels. Il collabore avec l'administration péruvienne et avec des ONG à l'élaboration d'alternatives à la biopiraterie.

Rik Kutsch Lojenga, directeur général de l'Union for Ethical BioTrade (UEBT)

Au sein de l'UEBT, créé en 2008, il est chargé d'inciter les entreprises des pays développés et en développement à privilégier des achats responsables et respectueux de la biodiversité. Rik Kutsch Lojenga a travaillé pendant 10 ans pour la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement où il traitait des sujets sur la biodiversité et le commerce ainsi que le développement des petites et moyennes entreprises dans les pays en développement. Il a également obtenu un Master en gestion et économie environnementale.

15h00 – 15h45

Qu'est-ce que le vivant ?

Carte blanche à ce spécialiste de la Vie qui va nous entraîner dans son sillage pour nous faire réfléchir et surtout nous faire rêver.

Jean-Claude Ameisen, médecin, immunologiste et chercheur en biologie

Pendant son internat de médecine, à Lille, Jean Claude Ameisen devient chercheur au sein de l'INSERM dans le domaine de l'immunologie. En 1992 et en 1993, il est lauréat de l'Académie nationale de médecine et reçoit le Prix INSERM de l'Académie des Sciences.

Puis, il est nommé Professeur de médecine en 1998 à l'Université Paris Diderot et à l'Hôpital Bichat. En 2000, il reçoit le Prix Jean Rostand et est lauréat de l'Académie française (Prix Biguet) pour le livre *La Sculpture du vivant*. Depuis 2003, il est le président du comité d'éthique de l'INSERM, et devient en 2005 membre du Comité consultatif national d'éthique.

16h00 – 17h30

Conférence 7 : Biomimétisme, écologie industrielle : vers une nouvelle révolution industrielle ?

« La nature est ancienne mais nous surprend tous. »

Björk, compositrice, chanteuse et actrice islandaise

Jusqu'à présent, la croissance de l'économie était de type linéaire, unidirectionnel. D'un côté l'humanité épuise le stock des ressources naturelles et détruit l'écosystème planétaire, de l'autre, elle retourne vers la biosphère en déchets et des pollutions. L'entreprise qui s'approprie, au contraire, l'idée de cycle en s'inspirant des écosystèmes naturels, imagine une véritable économie des ressources naturelles. Elle repense leur transformation, valorise les déchets de production, innove par de nouvelles stratégies de gestion et parvient à créer de véritables écosystèmes industriels interdépendants qui tendent vers un modèle de production autonome.
Après le charbon et les chemins de fer, le pétrole et l'automobile, le microprocesseur et Internet, nous voici prêts à basculer dans la quatrième révolution industrielle, celle de la transformation écologique des processus productifs. Les voies principale de cette économie légère sont, d'un côté, l'instauration d'une économie circulaire fondée sur l'éco-conception (réduire les impacts sur la biodiversité d'un produit à chaque étape de son cycle de vie), l'économie de fonctionnalité (passer de vendeur de matériel à prestataire de services) et l'écologie industrielle (échanger ses matières premières, ses émissions et ses déchets afin de tendre vers un système fermé avec zéro déchet). De l'autre, l'émergence d'une révolution biotechnologique fondée sur le biomimétisme (imiter les comportements du vivant pour élaborer des matériaux ou des techniques moins gourmands en matière et en énergie).

Ces réflexions impliquent, plus qu'une transformation, une refondation et une réconciliation de la sphère économique avec la sphère du vivant. Création d'emplois, amélioration de la qualité et de la durabilité des produits, de la qualité de vie des utilisateurs, augmentation des profits (par l'intensification de l'usage à travers plusieurs clients d'un même produit, par les économies de matières premières, la valorisation des émissions et des déchets, etc.) sont autant de clés de réussite pour passer du jetable au durable, d'une logique de possession à une logique d'usage, de l'abondance à une économie légère.

Cependant, ces nouvelles démarches n'ont-elles que des qualités ? Et les entreprises, les pouvoirs publics et les consommateurs sont-ils prêts à bâtir cette nouvelle économie ?

Modérateur :

Steve Duhamel, chargé de développement et d'éco-conception au WWF-France

Spécialiste de l'éco-conception et titulaire d'un master en Sciences de l'environnement, Steve Duhamel travaille au développement des partenariats entre le WWF et les entreprises. En parallèle, il représente le WWF au sein du Comité Français des Ecolabels et reste très impliqué par le suivi des mesures du Grenelle sur l'affichage environnemental des produits de grande consommation. Formateur au sein de l'Institut du WWF-France, il réalise également des revues critiques d'analyse de cycle de vie.

Intervenants :

Karim Lapp, secrétaire général de Biomimicry Europa

Ingénieur écologue spécialisé en écologie appliquée à l'aménagement du territoire, Karim Lapp a été lobbyiste pour les ONG du secteur de l'environnement puis conseiller technique sur les questions de développement durable et de biodiversité urbaine à la Ville de Paris et au Conseil régional d'Île-de-France. Il beaucoup travaillé sur les questions du vivant en milieu urbain. Il est aujourd'hui secrétaire général de Biomimicry Europa.

Cedric Péchard, secrétaire général de ZERI Francophonie (Zero Emission Research & Initiative)

Après une carrière axée sur le business développement en multinationales, il rejoint ZERI dont l'objectif est d'imaginer de nouveaux modèles économiques inspirés de la nature et qui répondent aux besoins primaires des populations. Ces modèles passent par l'utilisation d'innovations issues du biomimétisme et la création de clusters d'industries, afin d'optimiser l'existant ou de créer de la valeur en dehors d'un cœur de métier. Ses dernières mises en œuvre portent sur la valorisation des déchets de l'industrie du café et sur la création d'un réseau de fermes intégrées en Afrique. Il est agroéconomiste, diplômé de l'ESSEC et de l'ISTOM, école spécialisée dans l'agro-développement des pays du Sud.

David Rochat, directeur associé et expert en écologie industrielle au sein de SOFIES (Solutions for industrial ecosystems)

David Rochat est ingénieur diplômé en science et ingénierie de l'environnement. Il a commencé sa carrière comme collaborateur scientifique dans le groupe d'Ecologie Industrielle et Système de Cycle de Vie (EPFL). De 2005 à 2009, il a coordonné pour le compte de l'Institut suisse de recherche en sciences et technologies (EMPA) des projets de coopération internationale dans le domaine de la gestion des déchets électroniques (Inde, Sénégal et Maroc). Co-fondateur de SOFIES en 2008, David Rochat est responsable des projets liés aux méthodologies d'analyse de cycle de vie (ACV) et d'étude de métabolisme (MFA), ainsi que des projets de coopération technique avec les pays en développement.

Économie et biodiversité

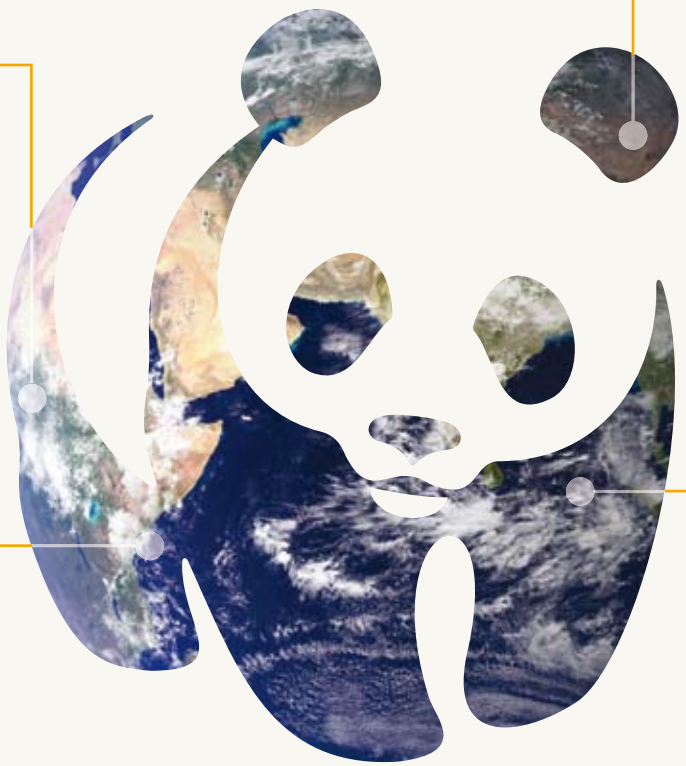
100% RECYCLÉ

60%

60% des services écologiques que la biodiversité offre aux humains ont été dégradés de 1950 à 2000.

10 À 100 FOIS

Au cours des deux cents dernières années, le rythme de disparition des espèces est estimée de 10 à 100 fois supérieur au rythme naturel d'extinction.



7%

Le coût de l'inaction est évalué aujourd'hui à 1% du PIB mondial et pourrait représenter jusqu'à 7% en 2050.

30 000 MILLIARDS D'EUROS

La valeur annuelle des services écologiques est estimée entre 17 000 et 58 000 milliards d'euros.

Notre raison d'être
Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.

www.wwf.fr

© 1986 Panda Symbol WWF - World Wide Fund For nature (Formerly World Wildlife Fund)
® "WWF" & "living planet" are WWF Registered Trademarks / "WWF" & "Pour une planète vivante" sont des marques déposées.
WWF – France. 1 carrefour de Longchamp. 75016 Paris.

© Brian J Skerry / National Geographic Stock / WWF

WWF • 4ème EDITION UNIVERSITÉ DE RENTRÉE 2010

WWF.FR